

## Arrêt

**n° 231 370 du 17 janvier 2020**  
**dans l'affaire X / III**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile :     au cabinet de Maître D. DUPUIS**  
**Rue des Patriotes 88**  
**1000 BRUXELLES**

**Contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et la Migration**

---

### **LA PRÉSIDENTE DE LA III<sup>ème</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 23 septembre 2013, par X, qui déclare être de nationalité nord-macédonienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et de l'ordre de quitter le territoire, pris le 10 avril 2013.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 3 octobre 2019 convoquant les parties à l'audience du 29 octobre 2019.

Entendue, en son rapport, E. MAERTENS, présidente de chambre.

Entendus, en leurs observations, Me S. LAURENT *loco* Me D. DUPUIS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me G. VAN WITZENBURG *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date inconnue.

1.2. Le 24 novembre 2009, il a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 auprès du Bourgmestre de la ville de Bruxelles. Cette demande a été rejetée le 23 janvier 2012.

1.3. Le 13 octobre 2010, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980. Cette demande a été déclarée recevable mais non fondé le 9 juin 2011.

1.4. Le 10 juin 2011, le requérant a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980.

1.5. Le 27 décembre 2012, le requérant a introduit une nouvelle demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 auprès du Bourgmestre de la ville de Bruxelles.

1.6. Le 10 avril 2013, la partie défenderesse a invité le Bourgmestre de la ville de Bruxelles à délivrer au requérant une décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour provisoire.

Cette décision a été notifiée au requérant avec un ordre de quitter le territoire le 22 août 2013. Il s'agit des actes attaqués, lesquels sont motivés comme suit :

- S'agissant du premier acte attaqué :

*« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.*

*La présente demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9bis a été introduite par Monsieur K., R. (SP : ...), et Madame K., M. (SP : ...) Une décision d'irrecevabilité a été prise pour Monsieur. Concernant Madame K., M., une décision sera prise dans les plus brefs délais.*

*Un ordre de quitter le territoire a été notifié en date du 06.02.2012 à l'intéressé. Or, force est de constater qu'au lieu d'obtempérer à cet ordre et de retourner dans son pays afin d'y introduire une demande d'autorisation de séjour comme il est de régle ; Monsieur K., R. a préféré plutôt ne pas exécuter les décisions administratives précédentes et entrer dans la clandestinité en demeurant illégalement sur le territoire Ainsi il est à l'origine du préjudice qu'il invoque, comme en témoigne une jurisprudence constante du Conseil d'Etat (Arrêt n° 95.400 du 03/04/2002, Arrêt n° 117.448 du 24/03/2002 et Arrêt n° 117.410 du 21/03/2003).*

*Le requérant invoque, comme circonstances exceptionnelles la durée de son séjour sur le territoire belge depuis année 1999 et son intégration, à savoir la connaissance d'une des langues nationales, les liens sociaux tissés (témoignages des amis proches) ainsi que le fait d'avoir, établi en Belgique le siège de sa vie sociale et affective Or, la longueur du séjour et une bonne intégration en Belgique ne constituent pas, à elles seuls, des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9bis, car on ne voit pas en quoi ces éléments empêcheraient la réalisation d'un ou plusieurs déplacements temporaires à l'étranger en vue d'y lever l'autorisation de séjour requise (Conseil d'Etat - Arrêt 114.155 du 27.12.2002). Rappelons également que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et son intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100 223 du 24/10/2001). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).*

*Le requérant invoque son état de santé en guise de circonstance exceptionnelle à savoir: le fait d'être suivi régulièrement d'un point de vue médical par le Dr H. C. depuis l'année 2003. Notons, d'une part, que la précédente demande d'autorisation de séjour introduite par le requérant sur base de l'article 9ter qui se veut une procédure unique pour les personnes résidant en Belgique et souffrant d'une affection médicale, a été rejetée en date du 09.06.2011. Et en d'autre part, ces éléments n'appellent pas d'appréciation différente de celle opérée lors du rejet datant du 09.06.2011 de la demande d'autorisation de séjour 9ter «(...) Sur base de ces informations, le médecin de l'Office des Etrangers estime qu'il n'existe pas de contre-indication à un retour de l'intéressé dans son pays d'origine (la Macédoine) (...)». Rappelons également, l'arrêt du CCONT nr104.650 du 9 novembre 2012 qui énonce : Le Conseil rejoint le motif de la décision attaquée, qui expose qu'une procédure de régularisation spécifique existe pour les étrangers ayant un problème d'ordre médical. La partie défenderesse n'a donc pas décidé sur base de motifs manifestement déraisonnables que la partie demanderesse devait utiliser la procédure adéquate pour cela, à savoir une demande d'autorisation de séjour basée sur l'article 9ter de la loi sur les étrangers (traduction, libre du néerlandais : « Verder sluit de Raadzich aan bij het motief van de*

*bestreden beslissing dat er een specifieke regularisatieprocedure voorhanden is voor vreemdelingen met een medische aandoening. De verwerende partij besliste dan ook niet op kennelijk onredelijke wijze dat de verzoekende partij de geëigende procedure daarvoor dient te gebruiken, te weten de aanvraag om machtiging tot verblijf op grond van artikel 9ter van de Vreemdelingenwet » - RvV, nr104.650, 9 nov. 2012).*

*Le requérant est libre d'introduire une nouvelle demande de régularisation basée sur l'article 9ter comme déterminé par l'article 7§1 de l'Arrêté royal du 17/05/2007 (MB du 31/05/2007) fixant les modalités d'exécution de la loi du 15/09/2006. Ainsi, la circonstance médicale invoquée n'est pas assimilable à une circonstance exceptionnelle susceptible d'entraver ou de rendre difficile un retour vers le pays d'origine ou de résidence.*

*Monsieur K., R. invoque la présence sur le territoire belge de sa compagne, Madame K., M. de nationalité, née à F., de nationalité Kosovar (également en situation illégale). Or, force est de constater d'après le registre des mariages de la commune de Skopje sous le numéro ..., le requérant s'est marié le ... à Skopje (Macédoine) avec Madame R., M., née à U., de nationalité Serbe (voir acte de mariage). De plus, l'existence de sa compagne en Belgique ne le dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire. Cet élément n'est donc pas une circonstance exceptionnelle.*

*Quant au fait que le requérant a conclu un contrat de bail pour un appartement, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays d'origine. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. En conclusion l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable ».*

- Quant au second acte attaqué :

*« En vertu de l'article 7, alinéa 1er, de la loi du 15 décembre 1980 précitée :  
2° il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé : L'intéressé n'est pas autorisé au séjour : un ordre de quitter le territoire lui a été notifié en date du 06.02.2012 ».*

## **2. Question préalable.**

2.1. La partie défenderesse soulève une exception d'irrecevabilité du recours en tant qu'il est dirigé contre l'ordre de quitter le territoire à défaut de connexité et/ou d'intérêt.

Elle constate que le recours est introduit à l'encontre d'une décision d'irrecevabilité fondée sur l'article 9bis, prise le 10 avril 2013, ainsi que d'un ordre de quitter le territoire daté du 10 mars 2013, notifiés tous deux le 22 août 2013. Elle rappelle qu'un recours ne peut être formé à l'encontre de deux actes qu'à condition de présenter un lien de connexité. Elle s'appuie ainsi sur un arrêt n° 67 194 du Conseil du 23 septembre 2011.

Elle considère par voie de conséquence que la partie adverse a fait usage d'une compétence liée et qu'elle ne dispose d'aucun pouvoir d'appréciation lorsqu'il est constaté que l'étranger se trouve dans un des cas visés à l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 5°, 11° ou 12°.

2.2. Le Conseil relève d'emblée que le seul ordre de quitter le territoire qui est joint à la requête est daté, comme la décision d'irrecevabilité basée sur l'article 9bis, du 10 avril 2013 et non du 10 mars 2013.

Par ailleurs, le Conseil constate qu'il ressort du libellé même de l'acte de notification de l'ordre de quitter le territoire attaqué que celui-ci est pris « En exécution de la décision du Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration ». Il n'apparaît pas du dossier administratif que cet ordre de quitter le territoire aurait été pris au terme d'une procédure distincte de celle ayant mené à la prise de la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante.

Dans cette perspective, il convient de considérer que ces actes sont liés, de telle sorte que l'annulation de l'un aurait une incidence sur l'autre. Quant au fait que la partie requérante se serait déjà vue notifier un ordre de quitter le territoire antérieurement, le Conseil constate qu'à défaut de tout élément confortant ce constat au dossier administratif, il n'y a pas lieu d'en tirer un quelconque argument.

### **3. Exposé du moyen relatif au premier acte attaqué.**

3.1. Le requérant prend un moyen unique de la « *violation de l'obligation de motivation formelle et des principes de bonne administration* ».

3.2. En ce qui s'apparente à une première branche, il réfute l'argument principal de l'acte attaqué quant aux circonstances médicales invoquées, considérant que « *le requérant a invoqué dans le cadre de sa demande le fait que son épouse et lui –même étaient régulièrement suivis sur le plan médical par le Dr. H. C. ; qu'il a cependant invoqué cet élément pour démontrer logue sa présence sur le territoire belge et son ancrage durable ; qu'il n'a nullement pris cet éléments pour fonder sa demande à titre principal, comme semble le suggérer la partie adverse* ».

3.3. Dans une deuxième branche relative au fait que le requérant invoque, dans sa demande, la présence de son épouse sur le territoire belge, la partie requérante relève que de manière tout à fait incompréhensible la partie adverse a répondu que « *Monsieur K., R. invoque la présence sur le territoire belge de sa compagne, Madame K., M. de nationalité, née à F., de nationalité Kosovar (également en situation illégale). Or, force est de constater d'après le registre des mariages de la commune de Skopje sous le numéro ..., le requérant s'est marié le ... à Skopje (Macédoine) avec Madame R., M., née à U., de nationalité Serbe (voir acte de mariage). De plus, l'existence de sa compagne en Belgique ne le dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire. Cet élément n'est donc pas une circonstance exceptionnelle* ».

3.4. Dans une troisième branche, quant au fait que la partie requérante a produit un contrat de travail à l'appui de sa demande, le requérant constate que la partie défenderesse se borne à indiquer que cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour temporaire vers le pays d'origine. Elle en conclut que la partie adverse ne semble pas avoir examiné la situation du requérant dans son ensemble ni motivé les raisons pour lesquelles elle considère que ces éléments pris dans leur ensemble ne sont pas suffisants.

### **4. Exposé du moyen relatif au second ace attaqué.**

La partie requérante prend un moyen unique de la violation des principes de précaution et de minutie dans la motivation des actes de l'administration, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation des actes administratifs et de l'erreur manifeste d'appréciation et du principe du raisonnable. Elle considère que l'ordre de quitter le territoire ne tient pas compte des éléments invoqués par le requérant à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour et que le Ministre devait statuer en prenant en considération tous les éléments de la cause, en ce compris l'entièreté des documents produits en annexes à la demande d'autorisation de séjour litigieuse, pris dans leur ensemble. Elle conclut à un défaut de motivation de la décision attaquée.

### **5. Discussion.**

5.1. Le Conseil constate que l'ensemble des moyens invoqués par la partie requérante porte sur l'inadéquation et l'insuffisance des motifs de la première décision attaquée au regard de ce qui était invoqué à l'appui de la demande d'autorisation de séjour. Or, cette demande ne se trouve pas au dossier administratif.

Dès lors, la partie défenderesse ne permet pas au Conseil d'exercer son contrôle de légalité quant aux motifs de la première décision attaquée.

Les observations formulées dans la note d'observations ne sont pas de nature à énerver les considérations qui précèdent.

Il appert dès lors que la partie défenderesse a failli à son obligation de motivation formelle, violant les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et 62 de la loi du 15 décembre 1980.

Partant, le moyen unique est dans les limites décrites ci-dessus fondé.

5.2. L'ordre de quitter le territoire, pris à l'encontre du requérant, constituant l'accessoire de la décision déclarant irrecevable la demande d'autorisation de séjour susmentionnée, il s'impose de l'annuler également.

## **6. Débats succincts.**

6.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6.2. Les décisions attaquées étant annulées par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour, prise le 10 avril 2013, ainsi que l'ordre de quitter le territoire qui en est le corollaire, sont annulés.

### **Article 2**

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-sept janvier deux mille vingt par :

Mme E. MAERTENS, présidente de chambre,

M. A. IGREK, greffier.

Le greffier, La présidente,

A. IGREK

E. MAERTENS